

## À L'OCCASION DU 20-AOÛT-1956

## Des figures de l'opposition pour revisiter l'histoire

**Le Rassemblement pour la culture et la démocratie organisera, du 20 au 21 août 2014, un « colloque national commémoratif du Congrès de la Soummam ». Événement majeur dans l'histoire de la Révolution et de l'Algérie indépendante, le Congrès de la Soummam du 20-Août-1956 marquera, à jamais, la frontière entre deux projets de société qui s'affrontent encore de nos jours.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - « Notre présent aurait pu être l'émanation salvatrice du Congrès de la Soummam. Ses artisans Abane, Krim, Ben M'hidi, Ouamrane, Zighout, Bentobal, Amirouche... demeurent toujours des exemples d'engagement et de sacrifice, pour une Algérie démocratique et sociale », lit-on dans un communiqué du parti qui explicitera encore : « La fédération des énergies, la structuration organique par région, la primauté du politique sur le militaire, (et de l'intérieur sur l'extérieur), l'importance du rôle de la société civile, particulièrement celui de la jeunesse, des femmes et des syndicats ont été des résolutions de ce congrès et

restent même aujourd'hui, d'une actualité brûlante ».

L'Algérie, qui ne s'est jamais réellement relevée de l'assassinat de Abane Ramdane subira depuis 1957 le contraire de ce qui était résolu à la Soummam. Ainsi aura-t-elle droit à « la primauté du militaire sur le civil, de l'extérieur sur l'intérieur, de l'unicité de pensée, de langue etc. ». Ce qui donnera lieu à une Algérie indépendante entièrement confisquée par le clan de Oujda, sous la conduite du duo Ben Bella-Boumediène avec le projet de société que l'on connaît.

Comme d'habitude, une formule de Saïd Sadi résume si bien l'équation : « Congrès de la Soummam :



Photo : Samir Sid

**Le parti de Belabbès met le paquet pour réussir cette commémoration.**

charpente de la guerre, tabou de l'après-guerre ». Ce sera le titre de l'intervention de l'ex-président du RCD à l'occasion du colloque. « Restituer l'esprit du Congrès de la Soummam, relancer le débat, combattre l'oubli, rendre hommage aux

initiateurs, concepteurs et nombreux anonymes qui ont fait la réussite de cet événement, perpétuer le sens de l'honneur et du sacrifice auprès des générations post-indépendance en sont les objectifs principaux que veut atteindre notre

Rassemblement », écrit-on encore dans le communiqué du RCD.

Le parti mettra d'ailleurs le paquet pour la réussite de cette commémoration. « Le RCD, fidèle à ses fondamentaux commémore cette date historique en organisant un recueillement le 20 août à Ifri-Ouzelaguen et un colloque les 21 et 22 août 2014 qu'abritera le Théâtre régional de Béjaïa (TRB), autour de cet événement qui a constitué l'acte fondateur de l'Etat algérien moderne et un pilier déterminant pour la réussite de la Révolution algérienne ».

Outre le président du parti, Mohcine Bel Abbès et son ex-président, Saïd Sadi, de nombreuses personnalités nationales animeront des conférences à l'occasion. Il s'agit de l'ancien président de l'APN, Karim Younès, de l'ancien chef de gouvernement, Sid Ahmed Ghazali, de l'historien et sociologue Abdelmadjid Merdaci, de l'ancien député Nourdine Aït Hamouda, et du secrétaire national du parti, Hakim Saheb.

**K. A.**

## FLN

## Les redresseurs rejoignent les rangs

**L'échéance du 10<sup>e</sup> congrès du vieux parti réaménage l'orientation du mouvement de redressement et de l'authenticité du FLN qui ne compte plus manœuvrer en dehors des structures et du cadre partisans, témoignant d'un réel rapprochement entre Amar Saâdani et le chef de file de la dissidence, Abdelkrim Abada en l'occurrence.**

En se prémunissant des soupçons de caution à l'actuel secrétaire général du FLN, le coordinateur national du mouvement de redressement justifie sa démarche, non seulement par les risques d'anéantissement qui pèsent sur l'ex-parti unique mais aussi par une présomptivité, volonté chez Amar Saâdani et certains de ses cadres d'arrimer avec l'embarcation poreuse héritée de Abdelaziz Belkhadem sur des quais paisibles.

Abdelkrim Abada qui s'est réuni hier à Constantine avec les coordinateurs du mouvement de redressement des wilayas de l'Est du pays jouit toujours de la confiance de ces derniers qui ont unanimement souscrit à la pers-

pective de réintégration des instances du parti et la préparation active du 10<sup>e</sup> congrès, considéré comme une étape décisive, celle de la dernière chance pour la maison FLN. « Il ne s'agit pas de transaction politique et encore moins d'un projet concomitant avec l'actuel secrétaire général », s'en défend Abada. « Car s'il y a un pacte, celui qu'entretenaient Saïdani et Belkhadem, motivés, chacun par des ambitions personnelles, était bien réel. D'ailleurs poursuit-il, nous n'ignorons pas l'illégitimité de l'intronisation d'Amar Saâdani à la tête du parti. » Et à bien décrypter les propos du coordinateur du mouvement de redressement du FLN, la main tendue par ce dernier s'apparente plutôt à un

SOS tant il est vrai que le legs de Belkhadem est insurmontable dans un climat de guerres intestines, de tiraillements, d'affairisme et de corruption qui rongent le parti.

Des griefs qui incomberaient au prédécesseur de Saâdani, quand bien même, celui-ci n'est pas lavé de tous les soupçons qui pèsent sur sa personne et modulent la prudence des propos des convives de Abada, lui-même, enclin à une révision de ses positions, si pour autant, la mauvaise foi venait d'entacher la démarche de rapprochement entreprise. Abada qui justifie sa participation à la dernière session du comité central du FLN, notamment par opposition au retour de Belkhadem qui « aggraverait la crise que vit le parti » estime que le recours aux urnes n'est forcément pas une voie de salut. Preuve en est, « les quatre années de lutte du mouvement de redressement ont, certes, permis de débarrasser le parti de Belkhadem, mais la sanction des urnes a fixé

Saâdani ». L'impopularité de ce dernier fait, d'ailleurs, dire à Abada qu'il n'est pas aisé de tisser un partenariat avec celui-ci sachant qu'il devrait faire face aux accusations de renoncement aux principes qu'il a toujours défendus et aux serments faits.

Un partenariat qu'il défend néanmoins par la disponibilité et les engagements tenus par Amar Saâdani et autres membres du Bureau politique afin d'œuvrer pour la réussite d'un congrès de militants authentiques qui redonnera au parti sa sérénité et insufflera le renouveau attendu. D'où cette quête de convaincre les bases du mouvement de redressement de participer activement à la préparation de cette échéance alors qu'il est attendu des instances officielles du FLN de renouer avec la dissidence en l'associant aux activités y afférentes.

Abada est, on ne peut plus clair : « La fin justifie les moyens. »

**K. G.**

## JUSTICE

## Vers un grand mouvement chez les magistrats

**Un important mouvement dans le corps des magistrats est attendu pour bientôt, a-t-on appris de source sûre. Le mouvement en question devrait toucher une grande partie des juridictions, notamment la Cour suprême, les cours mais aussi les tribunaux de première instance.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Prévue au début du second semestre de l'année en cours, le changement tant attendu dans le corps des magistrats n'a finalement pas eu lieu, laissant place à un léger « remaniement » qui a touché quelques juridictions.

Le mouvement partiel en question qui a touché plusieurs juridictions, à savoir des tribunaux, des cours et des pôles judiciaires spécialisés, rentrait, dit-on, dans le cadre du large mouvement décidé en 2013, par l'ex-ministre de la Justice, Mohamed Charfi. Ceci dit, nos sources indiquent que le mouvement tant attendu touchera un grand nombre de cours de tribunaux et même la Cour suprême. A ce propos, on laisse croire que des juges actuelle-

ment en exercice au niveau de la plus haute juridiction seront « affectés » au niveau des différentes cours.

On indique aussi l'arrivée d'une dame juge en sa qualité de présidente de la cour d'Alger. Des juges de siège, présidant plusieurs chambres seront également concernés par ce changement, dont la liste sera transmise bientôt aux services de la présidence de la République.

Il est à rappeler que le grand mouvement tant attendu dans les rangs des magistrats devrait intervenir avant la fin du second semestre de l'année en cours. Celui-ci devait intervenir en mai dernier, à l'initiative de l'ex-ministre de la Justice, M. Charfi, mais retardé pour des « raisons qui sont restées inexpliquées ».

Selon des sources judiciaires citées à l'époque par la presse, il s'agissait d'un des « plus importants mouvements que le ministre de la Justice, Mohamed Charfi, voulait opérer dans les rangs de la magistrature ».

Cette opération aurait été confiée à une commission qui siège à la Cour suprême et composée de dix magistrats, parmi lesquels Hamid Sahel, procureur général près la cour de Sidi Bel Abbès, Boudjemaâ Lotfi, procureur de la République près le pôle pénal spécialisé de Constantine, Mostefa Smati, président du tribunal de Ouargla, les quatre magistrats élus du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ainsi que le directeur des ressources humaines et son adjoint.

D'après les mêmes sources, il était question de la nomination de nombreux jeunes magistrats, issus de la 11<sup>e</sup> promotion jusqu'à la 14<sup>e</sup> sortie entre 1999 et 2005 de l'Ecole supérieure de la magistrature, aux grades de

juges d'instruction, de procureurs de la République, de présidents de tribunaux et de conseillers auprès des cours.

Pour nos sources, il s'agit de rajeunir l'effectif des juridictions et combler le vide laissé par les départs et les promotions. Or, à la grande surprise, le changement tant attendu n'a pas eu lieu. Tayeb Louh, qui a succédé à Mohamed Charfi, hérite du dossier et pour des raisons dites de « timing », le changement en question est reporté. Toutefois, Tayeb Louh décide d'apporter des correctifs et réduit considérablement le volume du « grand » remaniement. Le facteur temps aurait semblé-il était la cause principale de ce retard, d'où son renvoi à une date ultérieure. Cependant, le nouveau ministre de la Justice et garde des Sceaux donne son accord pour quelques permutations entre juges, au niveau des cours, ce qui explique le mouvement partiel qui a eu lieu au début de l'année en cours.

**A. B.**

## ÉDUCATION

## Lancement d'une formation pour les enseignants

Avant de faire leur rentrée scolaire le 2 septembre prochain, 23 931 enseignants sont depuis hier en formation. 37 centres de formation répartis sur les wilayas ont été mobilisés pour accueillir durant 13 jours, jusqu'au 28 août prochain, ces nouveaux enseignants ayant réussi leur concours de recrutement, qui s'est déroulé en juillet dernier.

Un communiqué rendu public par le ministère de l'Éducation nationale précise qu'il s'agit d'une première session de formation qui portera sur les thèmes relatifs à la gestion de la classe, la didactique de la discipline, la psychologie de l'enfant et la psychopédagogie, la législation scolaire et l'intégration des Tic dans l'enseignement. Selon le même communiqué, les futurs enseignants du Sud ont été transférés aux wilayas du Nord et ont été reçus par les représentants de la tutelle.

Soulignons que l'année dernière, les enseignants admis au concours de recrutement ont rejoint directement leur poste à la rentrée sans une préalable session de formation.

Cependant, précisent les syndicats du secteur, les enseignants bénéficient de ce genre de formation tout au long de l'année scolaire.

**Synthèse S. A.**